



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ILLE-ET-VILAINE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°35-2018-003

PUBLIÉ LE 20 DÉCEMBRE 2018

Sommaire

ARS BRETAGNE /

35-2018-12-20-001 - Arrêté fixant le cahier des charges régional de la permanence des soins ambulatoires de Bretagne (3 pages) Page 3

Préfecture Ille-et-Vilaine /

35-2018-12-20-003 - Arrêté portant affectation des agents dans les unités de contrôle et gestion des intérim (18 pages) Page 7

Préfecture Ille-et-Vilaine / Direction des collectivités territoriales et de la citoyenneté

35-2018-12-19-004 - Arrêté interpréfectoral du 19 décembre 2018 portant création du syndicat mixte de bassin versant Vilaine-Amont-Chevré (7 pages) Page 26

Sous-préfecture de Fougères-Vitré /

35-2018-12-20-002 - Arrêté autorisant les agents agréés du service interne de sécurité de la SNCF à procéder à des palpations de sécurité (3 pages) Page 34

ARS BRETAGNE

35-2018-12-20-001

Arrêté fixant le cahier des charges régional de la
permanence des soins ambulatoires de Bretagne

ARRETE

fixant le cahier des charges régional de la permanence des soins ambulatoires de Bretagne

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Bretagne

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L. 1435-5, L.1435-8, L. 6314-1 à L. 6314-3, R. 6315 1 à R. 6315-6 et R. 6315-7 à R. 6315-9 ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

Vu le décret n° 2010-809 du 13 juillet 2010 relatif aux modalités d'organisation de la permanence des soins ;

Vu le décret n° 2010-810 du 13 juillet 2010 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires ;

Vu le décret n° 2012-271 du 27 février 2012 relatif au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé ;

Vu l'arrêté du 20 avril 2011 relatif à la rémunération des médecins participant à la permanence des soins en médecine ambulatoire ;

Vu l'arrêté du 20 octobre 2011 fixant les règles de traçabilité des appels traités dans le cadre de la permanence des soins en médecine ambulatoire, pris en application de l'article R. 6315-3 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 20 octobre 2016 portant approbation de la convention nationale des médecins du 25 Août 2016 ;

Vu l'instruction DGOS/R2/2011/192 du 20 avril 2011 relative à la permanence des soins en médecine ambulatoire ;

Vu l'instruction DSS/SD18/2012/60 du 27 janvier 2012 portant sur le circuit de liquidation et de paiement des forfaits de régulation et d'astreinte de permanence des soins ambulatoires ;

Vu l'avis du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires du Finistère relatif au cahier des charges régional en date du 27 septembre 2018 ;

Vu l'avis du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires d'Ille et Vilaine relatif au cahier des charges régional en date du 27 septembre 2018 ;

Vu l'avis du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires des Côtes d'Armor relatif au cahier des charges régional en date du 3 octobre 2018 ;

Vu l'avis du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires du Morbihan relatif au cahier des charges régional en date du 10 octobre 2018 ;

Vu l'avis de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie relatif au cahier des charges régional en date du 11 octobre 2018 ;

Vu l'avis de l'union régionale des professionnels de santé représentant les médecins, réputé rendu en application de l'article R. 6315-6, dernier alinéa du code de la santé publique ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'ordre des médecins des Côtes d'Armor relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département en date du 16 octobre 2018 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'ordre des médecins du Finistère relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département en date du 16 octobre 2018 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'ordre des médecins d'Ille et Vilaine relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département, réputé rendu en application de l'article R. 6315-6, dernier alinéa du code de la santé publique ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'ordre des médecins du Morbihan relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département, réputé rendu en application de l'article R. 6315-6, dernier alinéa du code de la santé publique ;

Vu l'avis du préfet de département des Côtes d'Armor relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département, réputé rendu en application de l'article R. 6315-6, dernier alinéa du code de la santé publique ;

Vu l'avis du préfet de département du Finistère relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département, réputé rendu en application de l'article R. 6315-6, dernier alinéa du code de la santé publique ;

Vu l'avis du préfet de département d'Ille-et-Vilaine relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département, réputé rendu en application de l'article R. 6315-6, dernier alinéa du code de la santé publique ;

Vu l'avis du préfet de département du Morbihan relatif aux conditions d'organisation des territoires de permanence des soins pour ce département, réputé rendu en application de l'article R. 6315-6, dernier alinéa du code de la santé publique ;

Vu l'avis du conseil régional de l'ordre des chirurgiens-dentistes relatif à l'organisation de la permanence des soins dentaires en date du 15 octobre 2018 ;

ARRETE

Article 1er : La permanence des soins ambulatoires en Bretagne est organisée conformément au cahier des charges régional annexé au présent arrêté. Il est consultable en ligne sur le site internet de l'Agence Régionale de Santé à l'adresse suivante : <https://www.bretagne.ars.sante.fr/assurer-la-permanence-des-soins-ambulatoires-pdsa>

Ce cahier des charges peut également être consulté en version papier :

- au siège de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne : 6 place des Colombes - 35042 Rennes Cedex ;
- ainsi que dans chaque délégation départementale de l'ARS :
 - Côtes d'Armor : 34 Rue de Paris - 22000 Saint-Brieuc ;
 - Finistère : 5 Venelle de Kergos - 29324 Quimper Cedex ;
 - Ille-et-Vilaine : 3 Place du Général Giraud - 35000 Rennes ;
 - Morbihan : 32 Boulevard de la Résistance - 56019 Vannes Cedex.

Article 2 : L'arrêté du 22 mars 2012 modifié fixant le cahier des charges régional de la permanence des soins en médecine générale ambulatoire de Bretagne est abrogé.

Article 3 : La date d'entrée en vigueur du cahier des charges régional de la permanence des soins ambulatoires de la région Bretagne est fixée au 1er janvier 2019.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Rennes qui peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 5 : Le Directeur de la Stratégie Régionale en Santé de l'Agence Régionale de Santé Bretagne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de Région et des Préfectures des Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine et Morbihan.

Fait à Rennes, le **20 DEC. 2018**

Le Directeur Général de l'Agence
Régionale de Santé Bretagne,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'O' followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Olivier de CADEVILLE

Préfecture Ille-et-Vilaine

35-2018-12-20-003

Arrêté portant affectation des agents dans les unités de
contrôle et gestion des intérim



MINISTÈRE DU TRAVAIL

Unité départementale d'Ille et Vilaine Directe de Bretagne

Arrêté portant affectation des agents dans les unités de contrôle et gestion des intérim

Le responsable de l'unité départementale d'Ille et Vilaine de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail, de l'emploi de la région Bretagne

Vu le code du travail, notamment ses articles R. 8122-3 et suivants,

Vu le décret n° 2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection du travail,

Vu le décret n° 97-364 du 18 avril 1997 modifié portant statut particulier du corps des contrôleurs du travail,

Vu le décret n° 2003-770 du 20 août 2003 modifié portant statut particulier du corps de l'inspection du travail,

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail, de l'emploi,

Vu l'arrêté du 26 mai 2014 portant création et répartition des unités de contrôle de l'inspection du travail,

Vu l'arrêté du 24 juin 2014 portant dérogation à la création dans chaque département d'une section d'inspection du travail compétente dans les exploitations, entreprises et établissement agricoles,

Vu l'arrêté interministériel du 4 mai 2015 nommant Monsieur Pascal APPREDERISSE directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Bretagne,

Vu l'arrêté du 16 octobre 2015 relatif à la localisation et à la délimitation des sections d'inspection du travail de la région Bretagne, modifié par les arrêtés des 23 novembre 2015, 10 décembre 2015, 28 septembre 2016, 12 septembre 2017 et 6 février 2018,

Vu l'arrêté interministériel du 5 décembre 2016 portant monsieur Philippe ALEXANDRE en qualité de responsable de l'unité départementale d'Ille et Vilaine de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Bretagne,

Vu la décision du 6 février 2017 de Monsieur Pascal APPREDERISSE, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Bretagne, portant subdélégation de signature dans le cadre des attributions et compétences propres à Philippe ALEXANDRE, responsable de l'unité départementale d'Ille et Vilaine,

Vu la décision du 15 novembre 2018 portant affectation des agents dans les unités de contrôle et gestion des intérim,

ARRETE

Article 1 – Responsables d'unité de contrôle

Le responsable de l'unité de contrôle Ouest est : Vincent GASSINE

Le responsable de l'unité de contrôle Est est : Poste vacant

Le responsable de l'unité de contrôle Nord est : Nicolas BURGAIN

Article 2 – Sections d’inspection du travail

Les inspecteurs et contrôleurs du travail dont les noms suivent sont chargés des actions d’inspection de la législation du travail dans les entreprises relevant des sections d’inspection du travail composant les unités de contrôle du département d’Ille et Vilaine.

Unité de Contrôle Est

3 bis avenue de Belle Fontaine - CS 71714 - 35517 Cesson Sévigné Cedex

Téléphone : 02-99-12-58-38 ou 02-99-12-58-18

Numéro de section	NOM Prénom	grade
EA1	CHAUVEAU DE BOURDON Stéphanie	Inspectrice
EA2	Section vacante	
EA3	BILLAUE Christine	Contrôleur
E4	GUILLEUX Jean-Marie	Inspecteur
E5	Section vacante	
E6	AZE Jean-François	Inspecteur
E7	RENOUX Isabelle	Inspectrice
E8	ROBIN Corinne	Inspectrice
E9	GAUTIER DAVID Dominique	Inspectrice
E10	LE GUEN Cécile	Inspectrice
E11	CELLE Valérie	Contrôleur
E13	CAPY Ollivier	Inspecteur

Unité de Contrôle Ouest

3 bis avenue de Belle Fontaine - CS 71714 - 35517 Cesson Sévigné Cedex

Téléphone : 02-99-12-58-34 ou 02-99-12-58-26

Numéro de section	NOM Prénom	Grade
OT1	GRUEL Christophe	Contrôleur
OT2	JOLLY Gaëlle	Inspectrice
OT3	LEMEE Annie	Inspectrice
O4	Section vacante	
O5	CHARRIER Cécile	Inspectrice
O6	POITOU Fleur	Inspectrice
O7	Section vacante	
O8	DELOURME Sandra	Inspectrice
O9	GRIMAUD Natacha	Inspectrice
O10	BOUCHET Corinne	Inspectrice
O12	PINEAU Marie	Inspectrice
O13	BOHEAS Fabrice	Inspecteur

Unité de Contrôle Nord

3 bis avenue de Belle Fontaine - CS 71714 - 35517 Cesson Sévigné Cedex

Téléphone : 02-99-12-58-10

Numéro de section	NOM Prénom	grade
N2	BOZEC Dominique	Contrôleur
N3	HOSTIN Elodie	Inspectrice
N4	CARRIQUE Ludovic	Inspecteur
N5	LE GALL Bruno	Inspecteur
N6	COET Jérôme	Inspecteur
N7	JAN Patricia	Inspectrice

12 rue de la Maison Neuve - 35400 Saint Malo

Téléphone : 02 99 21 18 80

Numéro de section	NOM Prénom	grade
N8	TOUTAIN Manuela	Inspectrice
N9	HOUITTE Stephane	Inspecteur
N10	CHAMBOLLE Pauline	Inspectrice
N11	ROUX Isabelle	Inspectrice

Article 3 – Pouvoirs de décision administrative relevant de la compétence exclusive d'un inspecteur du travail

Conformément aux dispositions de l'article R.8122-11-1° du code du travail, les pouvoirs de décision administrative relevant de la compétence exclusive d'un inspecteur du travail sont confiés aux inspecteurs du travail mentionnés ci-dessous pour les sections suivantes.

Unité de contrôle Est

Section	Inspecteur du travail
EA3	l'inspectrice de la section E7
E11	l'inspecteur de la section E4

Unité de contrôle Ouest

Section	Inspecteur du travail
OT1	l'inspecteur de la section OT2

Unité de contrôle Nord

Section	Inspecteur du travail
N2	l'inspecteur de la section N3

Article 4 - Pouvoir de contrôle

Conformément à l'article R. 8122-10, lorsque l'action le rend nécessaire, les agents mentionnés aux articles 1 et 2 participent aux actions d'inspection de la législation du travail sur le territoire de l'unité départementale à laquelle est rattachée l'unité de contrôle où ils sont affectés.

A ce titre un contrôleur du travail peut assurer le contrôle d'un établissement situé sur le territoire d'une section d'un inspecteur du travail, en l'absence ou en cas d'empêchement de ce dernier.

Article 5 – Intérim des responsables d'unité de contrôle

En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des responsables d'unité de contrôle désignés à l'article 1, l'intérim est organisé selon les modalités ci-après.

RUC de l'UC Est : RUC de l'UC Ouest.
RUC de l'UC Ouest : RUC de l'UC Nord.
RUC de l'UC Nord : RUC de l'UC Ouest

En cas d'absence de tout responsable d'unité de contrôle, l'intérim est assuré par le responsable de l'unité départementale.

Article 6 - Intérim des agents de contrôle

En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des agents de contrôle désignés à l'article 2, l'intérim est organisé selon les modalités ci-après.

dernier par l'inspecteur du travail de la section N11, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section N10, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section N8,

En cas d'absence de l'inspecteur en charge des décisions administratives de la section OT1, l'intérim est assuré par l'inspecteur du travail de la section O13, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section O9, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail en charge de la section O4, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section O8, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section O7, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section O6, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section OT3, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section O5, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section O12, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section O10, ou en cas d'empêchement par l'Inspecteur du travail en charge de la section N7, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section N6, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section N5, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section N4, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section N3, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section N9, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section N11, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section N10, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section N8, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section EA1 ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section EA2, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section E7, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section E8, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section E5, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section E13, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section E9, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section E4, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section E 10, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section E6 ;

En cas d'absence de l'inspecteur en charge des décisions administratives de la section N2, l'intérim est assuré par l'inspecteur du travail de la section N5, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section N6, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section N4, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section N7, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section N9, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section N11, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section N10, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section N8, ou en cas d'absence de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section E5, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section EA1 ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section EA2, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section E13, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section E7, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section E8, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section E9, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section E 10, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section E4, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section E6, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section O5, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section O12, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section OT1, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section OT2, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section OT3, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section O6, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail en charge de la section O4, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section O7 ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section O8 ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section O9, ou en cas d'empêchement de ce dernier par l'inspecteur du travail de la section O13, ou en cas d'empêchement par l'inspecteur du travail en charge de la section O10,

Article 7 – Intérim et absence des inspecteurs du travail mentionnés à l'article 6 au sein de l'unité départementale

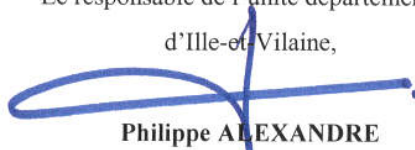
En cas d'absence ou d'empêchement simultané des inspecteurs du travail faisant obstacle à ce que l'intérim soit assuré selon les modalités fixées à l'article 6, l'intérim est assuré par Thomas BOURLEY, inspecteur du travail hors section, ou en cas d'absence ou d'empêchement par le responsable de l'unité de contrôle à laquelle est affecté l'inspecteur du travail, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'agent chargé de son intérim, tel que prévu à l'article 5.

Article 8 – La présente décision remplace celle du 15 novembre 2018 à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 9 –Le responsable de l'unité départementale d'Ille-et-Vilaine de la direction régionale des entreprises, de la concurrence de la région Bretagne est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Cesson-Sévigné, le 20 décembre 2018

Le responsable de l'unité départementale
d'Ille-et-Vilaine,



Philippe ALEXANDRE

Préfecture Ille-et-Vilaine

35-2018-12-19-004

Arrêté interpréfectoral du 19 décembre 2018 portant
création du syndicat mixte de bassin versant
Vilaine-Amont-Chevré



PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

Direction des collectivités territoriales
et de la citoyenneté
Bureau du contrôle de légalité
et de l'intercommunalité

ARRÊTE INTERPRÉFECTORAL
portant création au 1^{er} janvier 2019
du
Syndicat mixte du bassin versant Vilaine Amont – Chevré
issu de la fusion
du Syndicat intercommunal du bassin du Chevré
et
du Syndicat intercommunal du bassin versant de la Vilaine Amont

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BRETAGNE LE PRÉFET DE LA MAYENNE
PRÉFÈTE D'ILLE-ET-VILAINE

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.5212-27 ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 décembre 1980 portant constitution du syndicat intercommunal du bassin du Chevré, modifié par l'arrêté préfectoral du 30 décembre 1997, 26 mars 2008 et 16 avril 2015 ;

VU les arrêtés préfectoraux des 7 et 16 août 2007 portant constitution du syndicat intercommunal du bassin versant de la Vilaine Amont, des 9 et 16 mars 2009 portant modification des statuts du syndicat ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2017 portant projet de périmètre en vue de la fusion des structures syndicales suivantes : Syndicat intercommunal du bassin du Chevré et du syndicat intercommunal du bassin versant de la Vilaine Amont ;

VU les avis favorables de la commission départementale de coopération intercommunale d'Ille et Vilaine et de la commission départementale de coopération intercommunale de Mayenne du 30 mars et du 6 juillet 2018 ;

VU la délibération du 21 septembre 2017 du Syndicat de bassin versant de la Vilaine amont approuvant le projet de fusion du Syndicat intercommunal du bassin du Chevré et du Syndicat intercommunal du bassin versant de la Vilaine Amont ;

VU la délibération du 19 septembre 2017 du Syndicat intercommunal du bassin de Chevré approuvant le projet de fusion du Syndicat intercommunal du bassin du Chevré et du Syndicat intercommunal du bassin versant de la Vilaine Amont ;

VU les délibérations favorables des conseils communautaires des collectivités membres acceptant la fusion des deux syndicats et les statuts du nouveau syndicat ainsi crée :

Fougères Agglomération	24 septembre 2018
Liffré Cormier Communauté	17 septembre 2018
Pays de Châteaugiron Communauté	20 septembre 2018
Communauté de communes du Pays de Loiron	10 octobre 2018
Communauté de communes de l'Ernée	22 octobre 2018
Rennes Métropole	15 novembre 2018

Considérant qu'à défaut de délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération « Vitré Communauté » dans le délai des trois mois, l'avis du conseil communautaire est réputé favorable;

Considérant que les conditions de l'article L. 5212-27 du CGCT sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : DÉNOMINATION ET COMPOSITION

Est créé à compter du 1^{er} janvier 2019, le

« Syndicat de bassin versant Vilaine Amont-Chevré »

Ce syndicat est issu de la fusion des syndicats suivants :

- Syndicat intercommunal du Bassin Versant de la Vilaine Amont
- Syndicat intercommunal du Bassin du Chevré

Le syndicat mixte du bassin versant Vilaine Amont-Chevré est constitué des collectivités ci après :

- **la communauté d'agglomération de « FOUGÈRES AGGLOMÉRATION »** en représentation-substitution de ses communes (Luitré et Parcé)
- **la communauté de communes de « LIFFRE CORMIER COMMUNAUTÉ »** en représentation-substitution de ses communes (La Bouëxière, Dourdain, Liffré, Livré-sur-Changeon)
- **la communauté de communes de « PAYS DE CHÂTEAUGIRON COMMUNAUTÉ »** en représentation-substitution de ses communes (Noyal-sur-Vilaine et Servon-sur-Vilaine)
- **la métropole de « RENNES MÉTROPOLE »** en représentation-substitution de ses communes (Acigné et Brécé)
- **la communauté de communes de « VITRÉ COMMUNAUTÉ »** en représentation-substitution de ses communes (Argentré du Plessis, Bais, Balazé, Bréal-sous-Vitré, Brielles, Champeaux, La Chapelle Erbrée, Châteaubourg, Châtillon-en-Vendelais, Cornillé, Domagné,

Domalain, Erbrée, Etelles, Gennez-sur-Seiche, Landavran, Louvigné de Bais, Marpiré, Mecé, Mondevert, Montautour, Montreuil-des-Landes, Montreuil-sous-Perouse, Le Pertre, Pocé-les-Bois, Princé, Saint-Aubin-des-Landes, Saint-Christophe-des-Bois, Saint-Didier, Saint-Jean-sur-Vilaine, Saint M'Hervé, Taillis, Torcé, Val d'Izé, Vitré)

- **la communauté de communes du « PAYS DE LOIRON »** en représentation-substitution de ses communes (Le Bourgneuf-la-Forêt, Bourgon, Launay-Villiers, Saint-Pierre-la-Cour)

- **la communauté de communes de « L'ERNÉE »** en représentation-substitution de ses communes (La Croixille, Juvigné, Saint-Pierre-des-Landes)

Les modifications qui interviendraient dans la composition des membres du syndicat mixte du bassin versant Vilaine Amont-Chevré feront l'objet des procédures de modification des dispositions statutaires rappelées à l'article 7 du présent arrêté.

ARTICLE 2 – PÉRIMÈTRE, DURÉE ET SIÈGE

Le syndicat est constitué pour une durée illimitée. La dissolution ne pourra avoir lieu que par délibération du comité syndical et délibérations de tous ses membres.

Son siège social est fixé à 15, Boulevard Denis Papin, 35500 VITRE.

Le siège du syndicat pourra être modifié par délibération du syndicat et de ses membres, suivant la procédure de modification des statuts rappelée à l'article 7 du présent arrêté.

Le périmètre du bassin versant du syndicat de bassin versant Vilaine Amont-Chevré figure en annexe 2 et 2b du présent arrêté.

ARTICLE 3 – OBJET

Sans préjudice des obligations incombant aux riverains des cours d'eau non domaniaux, le Syndicat a pour objet d'assurer ou de promouvoir un ensemble d'actions nécessaires à la préservation et à l'amélioration de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans le périmètre du bassin versant de Vilaine Amont-Chevré.

Ces actions doivent notamment contribuer, en concertation avec les usagers concernés, à l'atteinte du bon état écologique des cours d'eau du bassin versant.

Le Syndicat entreprendra dans ce cadre les actions permettant la mise en œuvre d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Il réalisera pour cela les études, l'animation, le suivi et les travaux nécessaires à la préservation, à l'aménagement, à la restauration et à l'entretien des milieux aquatiques et de la qualité de l'eau.

Le Syndicat assurera la coordination et l'animation des actions sur ce territoire afin de garantir la cohérence des différents projets.

Les actions du Syndicat s'inscrivent dans la logique des lois et décrets en vigueur et reprennent particulièrement les politiques du SDAGE Loire-Bretagne et du SAGE Vilaine. Elles s'inscrivent également dans l'application de la Directive Cadre sur l'Eau.

Les actions du Syndicat, et leur animation, entrent dans le champ de la compétence GEMAPI « gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations », créée par la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, défini par les items suivants de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement :

Item 1°) L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique

- la réalisation d'inventaire, de diagnostics et de toutes études des cours d'eau et des zones humides du bassin versant, afin d'obtenir une meilleure connaissance des milieux aquatiques et de leur fonctionnement, et de déterminer les travaux, aménagements et autres dispositions à mettre en œuvre,

Item 2°) L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau

- l'aménagement, la restauration et l'entretien des cours d'eau
- la restauration de la continuité écologique sur les cours d'eau (la réalisation d'aménagements piscicoles, l'aménagement d'ouvrages, etc.)
- des mesures de lutte contre les espèces aquatiques envahissantes
- la réalisation d'aménagements paysagers et de sentiers d'intérêt local le long des cours d'eau
- la réalisation d'étude, d'aménagement ou de travaux d'entretien (par ex : arrachage de la jussie, plantation de haies bocagères, etc.)

Item 8°) La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

- la réalisation d'inventaires des zones humides
- l'aménagement, la restauration et l'entretien des zones humides

Les missions du syndicat et de leur animation, peuvent contribuer également aux compétences non obligatoires du grand cycle de l'eau, issues également de l'article L.211-7 du Code de l'environnement, nécessaires à une action cohérente de préservation de la qualité de l'eau :

Item 4°) La maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols

- la défense directe ou indirecte contre l'érosion des terres du bassin versant (réalisation d'aménagements visant à limiter l'érosion des sols : haies, talus, noues, actions sur les fossés)

Item 6°) La lutte contre la pollution

- des mesures de lutte contre les pollutions du bassin versant (actions de sensibilisation et d'accompagnement de changements de pratiques vers les agriculteurs, les collectivités, les particuliers, les scolaires, les entreprises)

Item 11°) La mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques

- la mise en place d'un dispositif de suivi de la qualité de la ressource en eau et des milieux aquatiques (prélèvements et analyses en rivières)

Item 12°) L'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques

- l'animation la communication et la sensibilisation de l'ensemble des usagers concernés par les problématiques de l'eau
- l'animation et la coordination des contrats territoriaux de bassin versant,
- tout conseil que pourra apporter le Syndicat en lien avec les milieux aquatiques et les problématiques associées aux différentes thématiques du syndicat aux communes ou particuliers du bassin versant

Les études, aménagements et d'autres actions d'intérêt global pour le bassin versant mentionnées ci-dessus, sont assurées sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat. Celui-ci pourra toutefois mettre en place tout partenariat utile à leur réalisation. Les actions mentionnées ci-dessus ne constituent pas une liste exhaustive, et seul le Comité Syndical est compétent pour statuer sur ce qui relève de l'intérêt syndical et présente un intérêt global pour le bassin versant, ou à défaut un intérêt local.

Pour les actions d'intérêt local, le Syndicat pourra, dans un souci de cohérence au niveau du bassin versant, assurer une maîtrise d'ouvrage déléguée pour le compte de la collectivité ou de l'établissement demandeur. Une convention conclue entre les parties règlera les modalités et conditions financières d'intervention du Syndicat.

Dans tous les cas, ces travaux ou aménagements locaux relèveront d'un intérêt général pour le territoire et la cohérence à l'échelle du bassin versant sera respectée.

Le Syndicat n'a par ailleurs pas compétence :

- en matière d'assainissement collectif ou individuel
- en matière d'adduction d'eau potable et/ou de protection des captages
- pour la gestion des barrages (Haute Vilaine, Cantache, Valière)
- en matière de lutte contre les inondations (item 5° de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement)

ARTICLE 4 – ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU SYNDICAT

4.1 – Le Comité Syndical

Le syndicat sera administré par un comité syndical constitué conformément aux dispositions de l'article L. 5212-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Chaque collectivité est représentée dans le Comité Syndical par un délégué titulaire et un délégué suppléant, ce dernier étant appelé à siéger au comité avec voix délibérative en cas d'empêchement du délégué titulaire.

Le Comité Syndical se réunira au moins une fois par semestre.

4.2 – Le Bureau Syndical

Le Comité Syndical élira parmi ses membres un bureau comprenant :

- un Président
- un ou plusieurs vices-présidents (nombre librement déterminé par l'assemblée délibérante dans la limite de 20 % de son effectif)

Le Président et le (ou les) vices-président(s) forment le Bureau Syndical avec éventuellement, un ou plusieurs autres membres du Comité Syndical désignés par ce dernier.

Le Président est chargé conformément aux dispositions de l'article L. 5211-9 du CGCT, de l'exécution des décisions du Comité Syndical et du Bureau Syndical. Il ordonne les dépenses et représente le Syndicat dans tous les actes de gestion ainsi que pour ester en justice.

Le Président nomme par arrêté les emplois créés par le Syndicat. Il exerce le pouvoir hiérarchique qu'il peut déléguer par arrêté aux vices-présidents.

4.3 – Comité de pilotage, commissions et groupe de travail

Le Comité Syndical pourra créer un comité consultatif, dit « Comité de pilotage », au sein duquel siègeront des représentants des usagers, des associations et des administrations concernées par l'objet du Syndicat. La composition de ce comité consultatif, qui se réunira au moins une fois par an, sera arrêtée par le comité syndical et il sera présidé par le président du Syndicat.

Le Comité Syndical pourra en outre créer, dans les conditions fixées par le CGCT toute commission et tout groupe de travail technique pour le suivi d'études, d'actions ou de questions particulières.

4.4 – Les services du Syndicat

Le Syndicat pourra créer tous services utiles, administratifs, techniques ou financiers pour l'exécution de ses missions.

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES ET COMPTABLES DU SYNDICAT

Les règles de comptabilité publique s'appliquent à la comptabilité du Syndicat. Les fonctions de receveur sont exercées par le Trésorier Principal de Vitré.

Le Syndicat pourra créer les ressources et réaliser toutes opérations mobilières et immobilières nécessaires au fonctionnement des divers services, assurer le financement de tous travaux, achats de matériels, au moyen des crédits ouverts à cet effet au budget du Syndicat.

ARTICLE 6 – RESSOURCES DU SYNDICAT

Les ressources du Syndicat comprennent :

- les subventions reçues de l'État, de l'Agence de l'eau Loire Bretagne, des Régions, des Départements, des fonds européens, des autres collectivités, établissements ou agences publiques
- les participations de Fédérations et associations privées
- les produits des emprunts, taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés
- les produits des dons et legs
- le revenu des biens meubles et immeubles
- la participation spécifique de la collectivité ou de l'établissement bénéficiaire en cas de maîtrise d'ouvrage déléguée, suivant les termes des conventions passées à cet effet avec les communes demanderesse
- la participation des usagers et de propriétaires riverains
- la participation des collectivités adhérentes

La participation des collectivités adhérentes pour ce qui concerne les travaux, études et actions s'inscrivant dans le domaine d'action dont l'intérêt est global pour le bassin versant sera calculée en fonction du nombre d'habitants (population DGF de l'année n-1) multiplié par le pourcentage de la surface de la commune dans le bassin versant.

Cette clé de répartition pourra être modifiée sur nouvelle décision du Comité Syndical. Pour certaines actions particulières et ponctuelles, cette répartition pourra être modifiée ou adaptée lors de la présentation du projet au Comité Syndical.

Les frais et charges relatifs aux ouvrages nouveaux d'intérêt local, communal, seront pris en charge par la commune demanderesse.

Le montant à recouvrer annuellement auprès des collectivités adhérentes est arrêté par le Comité Syndical, sous la forme d'un montant par habitant du bassin versant. Le Syndicat se réserve le droit d'appliquer un taux d'augmentation lors du vote de la participation financière des collectivités de chaque année.

Le Syndicat pourra réaliser tous les emprunts nécessaires, solliciter et encaisser toutes subventions éventuelles et faire recouvrer par le receveur du Syndicat les participations des collectivités adhérentes, ainsi que celles des bénéficiaires de concours exceptionnel du Syndicat.

ARTICLE 7 – MODIFICATIONS DES STATUTS DU SYNDICAT

Les statuts pourront être modifiés conformément aux dispositions des articles L.5211-16 à L. 5211-20 du CGCT.

ARTICLE 8 : Les secrétaires généraux des préfectures d'Ille-et-Vilaine et de la Mayenne, les sous-préfets des arrondissements de Fougères-Vitré et de Mayenne, le Président du Syndicat intercommunal du bassin du Chevré, le Président du Syndicat intercommunal du bassin versant de la Vilaine amont, les présidents des établissements publics à fiscalité propre adhérents et le directeur régional des finances publiques de Bretagne et du département d'Ille et Vilaine sont chargés, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Laval, le 19 DEC. 2018

Rennes, le 19 DEC. 2018

Pour le Préfet de la Mayenne
et par délégation
Le Secrétaire Général


Frédéric MILLON

Pour la Préfète d'Ille-et-Vilaine
et par délégation
Le Secrétaire Général


Denis CLAGNON

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au greffe de cette juridiction dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr> Vous avez également la possibilité d'exercer, durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux auprès de mes services. Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de ma réponse. Je vous rappelle à cet égard qu'en application de l'article R.421-2 du code de justice administrative « le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet.

Sous-préfecture de Fougères-Vitré

35-2018-12-20-002

Arrêté autorisant les agents agréés du service interne de sécurité de la SNCF à procéder à des palpations de sécurité



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ OUEST

A R R Ê T É

**Autorisant les agents agréés du service interne de sécurité de la SNCF
à procéder à des palpations de sécurité**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BRETAGNE,
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ OUEST,
PRÉFÈTE D'ILLE-ET-VILAINE**

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L613-2 ;

Vu le code des transports, notamment son article L2251-9 ;

Vu le code pénal ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment ses articles 70 et 72 ;

Vu le décret n° 2007-1322 du 07 septembre 2007 modifié relatif à l'exercice des missions des services internes de sécurité de la SNCF et de la régie autonome des transports parisiens ;

Vu le décret du 30 octobre 2018 portant nomination de Mme Michèle KIRRY, préfète de la région Bretagne, préfète de la zone de défense et de sécurité ouest, préfète d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2018 donnant délégation de signature à M. Richard Daniel BOISSON, sous-préfet de Fougères-Vitré ;

Vu l'arrêté du 28 septembre 2016 relatif à la formation des agents des services internes de sécurité de la SNCF ;

Vu la demande en date du 17 décembre 2018 du chef d'agence sûreté Bretagne de la SNCF - direction de zone sûreté ouest ;

Considérant que, en application de l'article 7-4 du décret du 7 septembre 2007 susvisé, les agents du service interne de sécurité de la SNCF agréés dans les conditions prévues au chapitre II bis du même décret ne peuvent réaliser des palpations de sécurité dans les gares, stations, arrêts et véhicules de transports, que dans les limites de la durée et des lieux ou catégories de lieux déterminés par l'arrêté constatant les circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique mentionné à l'article L613-2 du code de la sécurité intérieure ;

Considérant que les attentats et tentatives d'attentats récents en France, traduisent le niveau élevé de la menace terroriste ;

Considérant que ce niveau élevé de la menace terroriste caractérise les circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique, mentionnées à l'article L613-2 du code de la sécurité intérieure ;

Considérant que les principales gares du réseau SNCF situées dans la zone Grand Ouest connaissent une fréquentation importante en période de fêtes de fin d'année et constituent de ce fait des cibles potentielles pour des actes de nature terroriste ;

Considérant la nécessité d'assurer, dans ces circonstances, la sécurité des personnes et des biens par des mesures adaptées à ce niveau élevé de la menace ;

Considérant que les forces de sécurité intérieure, fortement mobilisées pour assurer la sécurisation générale de la région Grand Ouest, ne sauraient assurer seules les contrôles spécifiques nécessaires à la sécurité des usagers de la SNCF, qui relève au premier chef de la responsabilité de l'exploitant ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Les agents du service interne de sécurité de la SNCF agréés dans les conditions prévues au chapitre II bis du décret du 7 septembre 2007 susvisé peuvent procéder, outre à l'inspection visuelle des bagages à main et avec le consentement de leur propriétaire, à leur fouille et à des palpations de sécurité, à compter du 21 décembre 2018 et jusqu'au 06 janvier 2019 inclus dans les gares suivantes :

- Pour les Côtes d'Armor

Gare de Guingamp
Gare de Lamballe
Gare de Saint-Brieuc

- Pour le Finistère

Gare de Brest
Gare de Landerneau
Gare de Morlaix
Gare de Quimper
Gare de Quimperlé
Gare de Rosporden

- Pour l'Ille-et-Vilaine

Gare de Redon
Gare de Rennes
Gare de Saint-Malo
Gare de Vitré

- Pour la Loire-Atlantique
Gare de Châteaubriant

- Pour le Morbihan
Gare d'Auray
Gare de Lorient
Gare de Vannes

Article 2 : Les palpations de sécurité mentionnées à l'article 1er ne peuvent être réalisées que par des personnes bénéficiant d'un agrément préfectoral pour l'exercice de ces opérations.

Article 3 : Le sous-préfet de l'arrondissement de Fougères-Vitré et le directeur de la surveillance générale (direction de la sûreté) de la SNCF sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fougères, le 20 décembre 2018

Pour la Préfète, et par délégation,
Le Sous-Préfet de Fougères-Vitré

Richard Daniel BOISSON



Dans les deux mois à compter de la notification de cette décision les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux, adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine – 3 avenue de la préfecture – 35000 Rennes
- Un recours hiérarchique, adressé à : M. le Ministre de l'Intérieur– direction des libertés publiques et des affaires juridiques – sous direction des libertés publiques et de la police administrative – 11 rue des Saussaies – 75800 Paris cedex 08
- Un recours contentieux, adressé au Tribunal Administratif de Rennes – hôtel de Bizien – 3 contour de la Motte – 35044 Rennes cedex ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr